

coûts du maintien de la sécurité interne. Une légère baisse du chômage chez les Blancs, les gens de couleur et les Asiatiques a été plus que compensée par le nombre croissant des chômeurs noirs, que le gouvernement évalue à légèrement plus d'un million mais qui, selon certains organismes indépendants, serait de l'ordre de trois à six millions de personnes. Le désinvestissement des sociétés américaines, australiennes et canadiennes s'est poursuivi pendant toute l'année 1987 sous l'influence d'une économie sud-africaine léthargique et des pressions exercées par les adversaires de l'apartheid. Dans le cas des sociétés américaines, un facteur supplémentaire a joué: en juin 1987, le révérend Leon Sullivan s'est désolidarisé du code d'éthique portant son nom et a lancé un appel public au désinvestissement. Bien que le compte courant soit demeuré excédentaire, il avait baissé à la fin de l'année; exportations et importations étaient menacées, les premières, par la prise de sanctions et par la faiblesse du dollar américain (devise utilisée pour la majorité des exportations sud-africaines); et les secondes, par les restrictions imposées aux importations afin de créer un excédent et de faciliter le remboursement de la dette étrangère. Jusqu'à présent, 1987 a été la plus mauvaise année connue par l'Afrique du Sud sur le plan de la perte de production due à des grèves et à d'autres arrêts de travail.

Les élections générales de mai 1987 ont amené un glissement politique à droite. Bien que le Parti national du Président ait conservé une forte majorité, le Parti conservateur de droite est devenu l'opposition officielle aux dépens du Parti fédéral progressiste, d'esprit plus libéral. Depuis lors, le PFP a également connu l'humiliation causée par des défections et des querelles internes et a prouvé qu'il était incapable de faire cause commune avec ses alliés logiques, le Parti démocratique national dirigé par Wynand Malan ou le Parti indépendant, avec Denis Worrall à sa tête. Le Président Botha n'a rien fait pour instituer les modestes réformes dont il avait parlé un ou deux ans plus tôt; il a paru plus enclin à consacrer tous ses efforts à contrer ses adversaires de la droite. Le renouvellement de l'état d'urgence a entraîné une diminution de l'agitation dans les villes et seuls les affrontements entre factions (UDF/ANC contre Inkatha - en majorité des Zulus, d'un côté comme de l'autre), aux alentours de Pietermaritzburg, ont troublé le calme qui régnait dans le reste du pays. Beaucoup de Sud-africains craignent que ce calme relatif ne soit de courte durée, étant donné que la plupart des problèmes politiques fondamentaux demeurent entiers.

#### 1988

Les quatre premiers mois de 1988 ont préfiguré la tournure probable des événements au cours des jours à venir. En février, le gouvernement a interdit toute activité politique à quelque 17 organisations et à des particuliers opposés à l'apartheid. La censure de la presse, durcie en septembre dernier, a été suivie par des avertissements officiels donnés à une demi-douzaine de journaux. L'un d'entre eux, The New Nation, a été fermé en mars par le gouvernement pour une période de trois mois. Les universités et les syndicats ont été avertis que des dispositions législatives seraient bientôt adoptées pour restreindre les activités anti-apartheid et anti-gouvernementales. La Loi sur les relations de

travail doit être modifiée afin d'interdire les grèves de soutien, de donner au ministre du Travail toute latitude pour définir les pratiques de travail inéquitables et de permettre à la direction ou aux travailleurs d'intenter des poursuites pour perte de revenu due à des grèves illégales ou à des lock-out. Les syndicats considèrent que cette dernière mesure est un moyen manifeste de les écraser sous le poids des poursuites. Un autre projet de loi vise à contrôler l'aide financière à la défense des droits civils, à l'église, aux travailleurs et aux autres groupes qui, aux yeux du gouvernement, fomentent la révolution. Toutes ces mesures sont conçues pour affermir le contrôle d'une opposition potentielle au gouvernement et pour donner à celui-ci le temps nécessaire pour mettre en oeuvre sa stratégie économique et politique. À propos de cette dernière, le Président Botha a présenté en février les grandes lignes des plans gouvernementaux destinés à instituer la privatisation des entreprises d'État, la réforme fiscale, la réduction des subventions et le gel des salaires. Lors de la présentation de son budget, en mars, le ministre des Finances a fourni un certain nombre de détails supplémentaires pour justifier, entre autres choses, la décision du gouvernement de refuser une augmentation générale des salaires sous prétexte d'éviter: 1) le recours au crédit bancaire pour créer de l'argent et, du même coup, l'inflation; 2) le recours à des prêts à long terme pour financer les dépenses actuelles; 3) un déficit exceptionnellement élevé entraînant une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Bien que les priorités stratégiques du Président placent l'économie au premier rang et la réforme politique au dernier, M. Botha a proposé en avril d'associer les Noirs au processus de sélection du Président et aux prises de décisions ministérielles. Il n'a cependant pas indiqué les mécanismes qui permettraient de le faire, et force est de reconnaître que ces propositions n'apportent pas de réponse au problème fondamental d'un véritable partage du pouvoir avec la majorité des Sud-africains.

Au début de l'année, le pays a été encouragé par de fortes chutes de pluie qui, comme en 1987, ont eu un effet mitigé sur l'économie rurale. Dans l'ensemble, elles ont cependant redonné confiance aux agriculteurs, ce qui s'est déjà traduit par une augmentation des ventes de matériel agricole. D'autre part, le retour à une croissance économique modérée et la baisse de l'inflation ont redonné confiance aux entreprises, à court terme. Le long terme demeure incertain, étant donné les problèmes presque insolubles présentés par l'apartheid que le gouvernement semble répugner à régler par des méthodes démocratiques. En fait, le désarroi des partis libéraux, la croissance du Parti conservateur, la tendance générale en faveur de politiques de droite, le chômage croissant et la frustration des Noirs semblent être autant d'éléments annonciateurs de la poursuite du conflit et d'un déclin économique à long terme.